

UN REGARD SUR LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'AMÉNAGEMENT AU CANADA

Allocution de clôture du Congrès « Vision 88/Action », qui marquait le 20e anniversaire de la Faculté de l'aménagement en 1988

Adrien Sheppard, FRAIC
Professeur titulaire
École d'architecture
Université McGill

Le colloque a débuté avec une excellente et très juste réflexion de Kenneth Greenberg sur la situation du design urbain au Canada. Tandis que je l'écoutais décrire notre collectivité canadienne comme étant équilibré, pratique plutôt qu'idéaliste, tempérée, modeste, conciliante, rejetant les manifestations exagérées de l'ego, procédant par consensus, et prenant son temps afin de bien faire les choses, je pensais que si tel était le cas, nous possédons tous les ingrédients et les qualités nécessaires pour faire de nous de bons bâtisseurs de ville. Et pourtant, lorsque je regarde la ville autour de moi, et plus particulièrement l'avenue McGill-Collège ou le nouveau tronçon du boulevard de Maisonneuve, je ne trouve que des lieux dans lesquels je me sens aliéné et qui m'attristent profondément. Je ne parviens pas à faire le rapport avec cette collectivité canadienne modérée, tel que nous la dessine Monsieur Greenberg. Où est donc l'équilibre entre le *res publica* et le *res privata* ? Où est le sens de la nuance ? Où est le lien avec la tradition ? Où sont les références montréalaises ?

Et pourtant, je crois que monsieur Greenberg nous fait un juste portrait de cette collectivité canadienne. C'est donc dire qu'il existe d'autres forces qui déterminent la forme de nos villes et que celle-ci prime sur l'expression de nos valeurs sociales et de notre tempérament collectif. Notre conférencier a fait l'allusion à un nouveau phénomène, celui d'une plus grande concentration de capital dans le domaine de l'immobilier, concentration qui mène à une toute nouvelle échelle d'opération dans le développement de nos villes. Cette nouvelle cité qui émerge n'est donc plus un organisme qui croît selon ce que l'on pourrait appeler les lois naturelles de l'urbanisme. Elle est devenue l'expression d'un pouvoir qui s'affirme par un gigantisme qui se superpose de façon brutale à la ville traditionnelle.

Je me souviendrai toujours du caractère, de l'ambiance de ce milieu qu'était l'avenue McGill-College au cours des années cinquante lorsque j'étais étudiant à l'université dont cette voie emprunte le nom. Il devait y avoir une bonne centaine d'édifices, une centaine d'adresses différentes, une centaine de portes d'entrée, et probablement une centaine de propriétaires. Il y avait des tavernes, des restaurants, des maisons de chambres, des magasins, des conciergeries, même un fleuriste. Il y avait de tout et pour tout le monde ! Aujourd'hui, ce quartier, ce petit monde a été remplacé par huit énormes complexes (une appellation qu'on aime bien de nos jours), huit portes d'entrée qui mènent à des institutions qui se ressemblent toutes et qui sont appropriées cette artère. Et même si l'on retrouve une multitude de concessionnaires dans le sous-sol de quelques-uns de ces projets, la nouvelle rue est morte, la ville a perdu une partie d'elle-même, à l'image d'un corps amputé. Un ami restaurateur qui est perpétuellement à la recherche de nouveaux restaurants me disait il y a quelques jours en me parlant du centre-ville, « so many new restaurants, and nowhere to eat ».

Malheureusement, ce phénomène n'est pas unique à Montréal. Les grands ensembles comme Eaton Centre à Toronto, Place Québec à Québec, Scotia Square à Halifax, West Edmonton Mall à Edmonton, et j'en passe, témoignent toute cette nouvelle réalité. Une question se pose ici : peut-on arrêter cette course au gigantisme aussi indifférent qu'impertinent envers la ville, sans détruire un système économique et politique qui nous tient à cœur et qui comporte, nous le croyons, plus d'avantages que d'inconvénients ? Cette réflexion me porte à formuler une hypothèse : pourrions-nous greffer à notre système actuel un mécanisme de contrôle qui tiendrait compte des préoccupations et qui répondrait aux valeurs du vrai client, c'est-à-dire l'usager, le citoyen affecté ? C'est partiellement et par le biais d'un processus consultatif auprès du grand public que l'on peut déterminer une façon juste et directe de contrer ces excès de nos nouveaux bâtisseurs de villes, qu'ils soient banquiers, promoteurs, ou politiciens.

La consultation fut d'ailleurs l'objet d'un des volets de ces États généraux. C'est un thème qui me touche de près, car j'ai eu, l'an dernier, mon baptême de feu lors de ma participation en tant que Vice-président au Comité consultatif sur l'agrandissement du Musée des beaux-arts de Montréal. C'est une pratique encore jeune au Québec, surtout en ce qui concerne le milieu urbain. Sur les quelque vingt-cinq consultations tenues au Québec jusqu'à présent, seulement trois ou quatre avaient un rapport direct avec la ville en tant que telle, les autres concernaient les milieux naturels. Tout le reste est donc encore à inventer dans notre domaine. Il faut définir les procédures, établir les rôles respectifs qui doivent jouer les gouvernements, les promoteurs et le grand public, préciser les situations pour lesquelles le processus consultatif peut ou doit être utilisé, préciser les pouvoirs décisionnels des comités, etc.

Il me semble que la clé du succès et la pertinence des résultats de la consultation reposent sur la crédibilité de sa démarche et sur l'autorité morale que l'on n'est prêt à lui accorder. En l'absence

de principes et d'un côté d'éthique, surtout s'il n'y a pas de suivi assuré, ce mécanisme ne servirait à rien. Au contraire, il risquerait d'encourager, le cynisme, de décourager la participation et de la transformer en un geste démocratique frauduleux. Notre président, Luc Ouimet, au cours des audiences et durant la préparation du rapport final de notre comité sur l'agrandissement du musée, nous a maintes fois rappelés ce risque.

J'ai eu l'occasion d'assister au forum intitulé « Aménagement et conservation : Le recyclage du canal Lachine ». Cet atelier qui touchait non seulement à la problématique de la grande zone du canal, mais aussi à celle du quartier de Pointe-Saint-Charles qui longe le canal, se composait d'un fonctionnaire du Service de l'habitation et du développement urbain de la ville de Montréal, du promoteur d'un projet d'habitation en copropriété, et d'une personne représentant les citoyens au secteur concerné. On aurait pu s'attendre à ce que cette rencontre provoque des gerbes d'étincelles. Elle n'en fut rien, le débat fut trop poli, même si le projet discuté relançait toute la polémique sur la conservation, la réhabilitation et le recyclage des quartiers anciens.

Pourtant, les enjeux étaient clairs : les forces du marché s'opposent à la volonté des citoyens de maintenir la structure sociale existante, la cohésion du quartier, et le sens de l'appartenance. Et comme c'est souvent le cas, les deux parties pouvaient avoir raison. D'une part, le promoteur qui affirme, à juste titre, qu'il ne remplit que des coquilles vides et que cela ne fait de tort à personne et, d'autre part, les résidents qui affirment avec raison eux aussi, que leurs Pointe-Saint-Charles ne devraient pas être vendues aux plus riches à prix d'aubaine. Deux positions louables, mais irréconciliables. Où est la solution ? On est en droit de se demander comment arrêter cette transformation de la Pointe en condominium et surtout pourquoi faudrait-il la faire cesser ? Et aussi, de quelle façon pourrait-on ramener dans un quartier des industriels qui jadis, faisaient vivre ses citoyens. Et enfin, pourquoi réinstaller des industries dans une zone aussi proche du centre-ville ?

Rappelons-nous que la ville est un organisme en continuelle mutation, sensible à toutes formes de pression et à toutes les réalités sociales, économiques, fonctionnelles, morphologiques, et politiques se transforment. Au mieux, dans certains cas, on peut freiner ce processus de transformation ou encore en modifier légèrement la direction. Mais à moins de se soumettre à un système de contrôle centralisé très radical, une redéfinition constante du quartier et donc, de la ville est inévitable.

Ce qui se passe à la Pointe-Saint-Charles est loin d'être unique. Il s'agit d'un cas parmi d'autres d'hémorragie multiple qui peut éventuellement mener soit à la mort du quartier, soit à sa récupération par nouveau groupe social. Les actions de l'entreprise privée peuvent et doivent être contrôlées raisonnablement dans la mesure du possible. Sans en faire un plaidoyer pour le libre marché, il faut reconnaître qu'en bien des cas, c'est lui qui est la force créatrice et le catalyseur le

plus important dans l'évolution de la ville. Il faut reconnaître que ses tenants ne craignent pas la remise en question de certaines orientations et qu'il sont prêts à prendre des risques. Somme toute, on doit se méfier des attitudes simplistes face à des problèmes aussi complexes. Le monde n'est pas qu'en noir et blanc et la vérité se trouve généralement dans la vaste gamme de nuances se situant entre ces extrêmes.

J'aimerais clore mes remarques sur cet atelier en exprimant mon admiration pour des groupes de militants comme celui qui dirige madame Neamtan. Ces groupes ont pris l'attitude dynamique de se donner des moyens pour atteindre leurs fins, rejetant par le fait même la passivité et le fatalisme. Un groupe qui se bat se place sur un pied d'égalité avec les autres intervenants ; c'est la seule façon de défendre ses intérêts.

De la conservation, je suis passé à l'atelier sur la formation des professionnels dans les disciplines de l'aménagement. Encore une fois, j'étais témoin d'un débat fort intéressant et très animé. C'était un thème qui me préoccupe particulièrement, car je suis à la fois enseignant et praticien. Je dois avouer que j'ai trouvé réconfortant de constater que les mêmes débats, les mêmes préoccupations et les mêmes angoisses sont partagés par tant d'autres collègues.

Jean-Claude Marsan a bien défini la dimension conflictuelle de la formation, à savoir les positions entre les attentes respectives de la société, celles des étudiants et celles de la profession. Il s'agit d'un éternel conflit. D'une part, les professionnels dans la pratique recherchent du personnel et des cadres utiles et rentables dès le premier jour de leur entrée en fonction et d'autre part, l'université, du fait qu'elle suit une mission éducative, se doit d'aller au-delà des besoins de la pratique. Ses buts sont l'éducation, la transmission des valeurs, et la remise en question de ces mêmes valeurs. Elle doit assumer son rôle unique, celui d'être la conscience morale et de la profession. Pour se faire, elle doit se distancer de cette profession qui a trop tendance à voir l'université uniquement comme un lieu de formation où d'apprentissage s'apparente à l'entraînement militaire.

Une formation professionnelle adéquate découle d'une action équilibrée et universelle. Elle consiste à permettre au futur praticien d'acquérir trois choses : les connaissances nécessaires, le savoir-faire, et la capacité d'exercer un jugement. Ce dernier point est le plus important et s'appuie sur les deux premiers. Il ne peut y avoir de jugement sans culture, sans connaissances, sans éthique. Il faut donc produire, avant tout, des architectes dotées d'une solide culture comme cela se faisait dans le passé. Avouons-le, au Québec il existe toute une génération d'incultes dans notre profession et ceci est insoutenable.

Un ancien collègue, Peter Collins, était fort préoccupé par cette notion d'exercice du jugement, tant au niveau de la critique architecturale que de l'éducation. Pour lui, ancien étudiant en droit,

sa muse venait des principes du droit commun. L'autorité et les règles découlaient des « principes du précédent », ce qui implique une culture générale, une compréhension du passé, un sens de la continuité et, surtout, un certain niveau d'érudition.

J'aurais bien voulu assister à l'un des ateliers portant sur l'informatique, mais le temps ne me l'a pas permis. Je ne suis donc pas en mesure de commenter. Cependant, je me permettrai une réflexion bien personnelle et générale sur la question de l'informatique : indépendamment de la présence de l'ordinateur, la table à dessin ne doit jamais quitter l'atelier. L'architecture est à la fois un art et une science, une discipline où l'objectif se conjugue avec le subjectif, où le pragmatisme et le quantifiable ne se dissocient pas de la poétique. C'est donc dire que tout travail ne peut se faire par une machine. Le dessin est la base de la créativité dans l'architecture. Dessiner est une façon de penser l'architecture. Je ne connais aucun grand architecte qui n'est su dessiner.

Dans le volet « Aménagement et sciences sociales » j'ai eu l'occasion d'assister à un atelier où le cas d'un centre d'accueil pour les jeunes délinquantes a été étudié. Les trois intervenants, les architectes Pierre Teasdale, Richard Tobin et Mario Saia nous ont dévoilé un projet concret fondé en tout premier sur une interprétation claire d'une juste lecture sociale.

Dans un monde où la pensée architecturale est dominée par des préoccupations formalistes sautant en quelques années, du post-modernisme au déconstructivisme en passant par le contextualisme, l'historicisme et de l'éclectisme, le travail de ce groupe aussi bien au niveau de l'approche du problème qu'au niveau du résultat, apportait une vraie bouffée d'air frais. Voilà donc enfin que l'on parle de l'utilisateur et de ses besoins, et de la problématique sociale qui devient le point de départ pour l'étude d'un projet. De plus, la solution qui nous est présentée est claire et élégante, lisible et harmonieuse. Ainsi nous est-il permis de croire qu'une architecture qui s'articule sur un problème social puisse être une autre chose qu'une architecture de compromis ! On pourrait pousser la réflexion plus loin et se permettre de croire qu'une telle attitude pourrait même, s'appliquer à la construction de la ville !

Je voudrais exprimer quelques mots sur la conférence de Peter Jacobs. Nous étions tous forts émus par son message et par l'éloquence de sa présentation. Ce qu'il nous a dit est conséquent : que l'architecture de paysage comporte, elle aussi, une dimension morale, que le temps des bêtises est terminé, que les conséquences de nos excès sont énormes, et que l'on ne peut plus se fier à la jungle pour cacher nos erreurs. Nos interventions dans le milieu naturel, de par leur nature et leur échelle, sont devenues terminales. Le processus est maintenant irréversible.

Notre monde est très petit, très fragile et nous devons en prendre soin. La vision de Peter Jacobs est idéaliste, mais elle est cependant juste. Elle doit être à la base de toute intervention et servir

d'inspiration dans son École. Ce qu'il nous propose semble évident, mais cela vaut la peine de le répéter souvent : Pour intervenir de façon juste et correcte, il faut comprendre la raison des choses, il faut réexaminer les manières traditionnelles de résoudre les problèmes, lui faut retourner à la source, agir en douceur et rejeter les solutions simplistes ou brutales. Il faut regarder, il faut contempler, il faut comprendre, il faut aimer.

Melvin Charney nous a aussi gâté. Il a profité de sa conférence, dédiée à l'historien Reyner Banham, pour faire un rappel historique des courants de pensée en architecture depuis les vingt dernières années, période qui correspond à la fondation de la Faculté de l'aménagement et de l'inclusion de l'École d'architecture en son sein. Mais ce fut aussi et surtout, l'occasion pour lui de faire une critique radicale de la production des architectes canadiens, en particulier ceux du Canada anglais. Même si son jugement ne fut pas partagé entièrement par son auditoire, ses observations et son analyse intelligente de l'architecture canadienne constituent l'épisode provocant du congrès.

Nous savons tous que les changements dans la pensée architecturale ont été radicaux, que beaucoup de choses ont été renversées en vingt ans et que l'idéologie moderniste a perdu une bonne partie de sa crédibilité. On peut bien croire que ces changements et que ces questionnements fondamentaux continueront, mais nul ne peut prédire quel sera l'état des choses dans vingt ans. Nous traversons une période narcissique ou l'iconoclasme est de rigueur.

Comment nous, professeurs, engagés dans la formation d'architectes, devons-nous nous situer face à cette danse des idées sans cesse changeantes ? Nous sommes conscients que nos élèves d'aujourd'hui atteindront leur maturité professionnelle au 21^e siècle. Comment devons-nous former une jeune personne pour un monde qui nous est inconnu et que nous ne pouvons pas comprendre ? Une chose reste sûre, notre enseignement doit se situer au-dessus des modes, nous devons résister aux courants passagers, aux derniers cris. Monsieur Charney a bien compris notre passé immédiat. Je doute qu'il s'aventure à prédire notre avenir immédiat. Cependant, nous qui formons des têtes et pour l'avenir, avons désespérément besoin de prophètes.

Et pour terminer, permettez-moi de profiter de ce moment pour faire une réflexion personnelle d'ensemble. Ce congrès m'a fait un plus grand bien, malgré qu'il m'ait fait découvrir que je n'ai plus l'endurance que j'avais pour écouter les autres. Seize heures d'affilées de voyeurisme intellectuel, c'est beaucoup. Mais ce que nous avons fait ensemble, cette halte, ce temps d'arrêt sur notre route, cette réflexion sur notre destination, le trait d'un bilan, constituent un moment important. Nous nous sommes arrêtés pour réfléchir afin de comprendre, de nous redéfinir et de nous questionner, parce que nous ne sommes pas des bêtes qui agissent mécaniquement, parce que nous voulons faire mieux, parce que nous aimons notre métier, parce que nous aimons nos

élèves, parce que nous nous sentons responsables envers le monde qui nous que nous aménageons et envers les gens qui nous entourent. Parce que nous sommes des idéalistes.